L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 25 MAI 1837.

Nous rappelons aux habitans de deux paroisses de notre ville, que c'est ce soir que le théâtre St. Charles, une représentation au bénéfice des orphelins. Les amateurs qui jouent dans le drame pièce doivent être secondés par M. Caldwell, dont le talent sert été si souvent applaudis. Tout nous porte à croire que la chambrée sera complète et que le but des auteurs sera atteint—celui de venir au secours d'une des plus belles institutions—l'Hospice des Orphelins.

PAR LA
MALLE EXPRESSE.

NEW YORK—Le Mercantile Advertiser du 17, à deux heures de l'après-midi, annonce qu'une très forte bâtisse incendie de négocians se trouvait en feu depuis une heure à la bourse, pour apprendre de M. Swartwout, collecteur de la douane, quels étaient les résultats de son entrevue avec le président et le secrétaire du trésor.

M. Swartwout commença par exécuter sa corvée. Passe-moi-ça, me donnant de courses explications, mais je n'étais pas d'humeur et de fatigue ou allait trouver un bon permettant pas d'entrer dans de longs détails.

Il dit seulement qu'avant reçu le 18, à 4 heures du soir, des mains même de M. le trésorier en personne un paquet de cachets contenant des billets des banques de cette partie de l'état, il était décidé, vu l'impossibilité de mettre cette somme à exécution, à partir le soir même à 5 heures pour Washington qu'à son arrivée, cette immédiatement se rendait auprès du président et du secrétaire du trésor. L'avait reçu d'eux l'assurance qu'ils devaient incessamment venir au secours du commerce, que leurs délibérations ne roulaient que sur ce point, mais qu'ils n'avaient pas le pouvoir d'abroger aucune des mesures prises par le Congrès, et que le vice-dernier les étaient entourés de difficultés qu'ils ne savaient comment surmonter.

Je leur ai répété, dit en terminant M. Swartwout, l'idée d'envoyer aux différentes collecteurs les sommes qu'ils ont à leur disposition pour les distribuer dans les différentes villes, mais ils m'ont répondu qu'ils ne connaissaient pas de loi qui les autorisât à prendre sur eux une pareille responsabilité. Je leur ai déclaré que je voulais bien me charger volontiers d'une responsabilité de cette nature, mais que le paiement de droits en bons de banque, lorsque le cours de ces billets était si variable, ne pouvait pas être accepté. Ils m'ont répondu que les négociants avaient de l'argent, et qu'ils pouvaient se procurer à cette banque, s'ils le désiraient, les fonds nécessaires à l'acquittement de leurs droits. Je leur ai fait observer que les négociants avaient déjà payé, en bons de banque, les droits qu'ils devaient à l'époque de la suspension de paiemens, et qu'ils ne voyaient pas pourquoi on exigeait d'eux aujourd'hui ce qu'on avait reçu d'eux alors. Ils m'ont répondu qu'ils ne pouvaient rien faire à cet égard, et qu'ils ne connaissaient pas de loi qui les autorisât à recevoir des bons de banque en paiement des droits. Je leur ai demandé si, dans le cas où les banques de cette partie de l'état consentiraient à payer en espèces les droits dus par les négociants, ils recevraient ces espèces. Ils m'ont répondu qu'ils ne pouvaient pas prendre sur eux de donner une réponse à cette question, mais qu'ils ne voyaient pas de difficulté à ce que les banques payassent en espèces les droits dus par les négociants, et que ceux-ci remissent ensuite ces espèces au collecteur. Il est facile de voir que c'était là ce qu'avaient déjà proposé les banques que je leur ai cité. Enfin, ils m'ont déclaré, lorsque je leur ai annoncé mon intention de partir le soir même pour Washington, qu'ils ne voyaient pas la nécessité de mon départ, et qu'ils désiraient que je restasse à New-York pour y attendre les ordres du président.

Voilà, Monsieur, tout ce que j'ai pu apprendre de cette entrevue, qui, je l'espère, ne sera pas sans résultat. Je ne doute pas que ce ne soit le président qui ait refusé de prendre sur lui de faire recevoir en paiement des droits des bons de banque, et je ne doute pas non plus que ce ne soit le secrétaire du trésor qui ait refusé de prendre sur lui de faire payer en espèces par les banques les droits dus par les négociants, et de faire ensuite recevoir ces espèces par le collecteur. Ces deux refus sont, à mon avis, la cause de tout le mal. Si le président et le secrétaire du trésor avaient pris sur eux de faire ce que leur demandaient les banques, et ce que je leur demandais moi-même, le commerce aurait été sauvé, et il ne se serait pas vu dans la nécessité de demander à la législature de cet état la suspension des paiemens. Mais, Monsieur, je ne désespère pas encore de voir le président et le secrétaire du trésor prendre sur eux de faire ce qu'ils ont refusé de faire jusqu'à présent. Si cela arrive, le commerce sera sauvé, et il ne se sera pas vu dans la nécessité de demander à la législature de cet état la suspension des paiemens. Mais, Monsieur, je ne désespère pas encore de voir le président et le secrétaire du trésor prendre sur eux de faire ce que leur demandaient les banques, et ce que je leur demandais moi-même, le commerce aurait été sauvé, et il ne se serait pas vu dans la nécessité de demander à la législature de cet état la suspension des paiemens.

ACTE

Pour suspendre pendant un certain espace de temps l'action de la loi sur les banques et pour d'autres fins.

Le peuple de l'Etat de New-York, représenté au sénat et à la chambre des représentans, à décidé ce qui suit:

Section 1.—Toute disposition légale, maintenant en force, sera interdite et des poursuites contre les banques de cet état, pour cause de violation de la loi qui les autorise à suspendre leurs opérations, ne pourront être exercées pendant le délai de deux années, à partir du premier jour de février 1837, pourvu que pendant ledit délai, les banques de cet état suspendent leurs opérations, conformément à la présente loi, et qu'elles fassent le dépôt de leurs billets de banque et de leurs dettes, ainsi que de leurs effets, de la manière et de la nature ci-après mentionnées, et qu'elles remplissent les autres conditions prescrites par la présente loi.

Sect. 2.—Dans aucune action intentée contre une corporation de cette nature, ou contre un individu de cette nature, pour cause de dommages, pour somme de ses dettes, ou pour cause de violation de la loi, ou pour recouvrement de l'intérêt, la mise en demeure de la défendeur, ou la demande d'une caution, ou pour aucun autre motif, ou pour aucune autre cause, ou pour aucune autre procédure, ou pour aucun autre jugement, ou pour aucune autre exécution, ou pour aucune autre procédure légale, ou pour aucune autre procédure d'équité, ou pour aucune autre procédure